

Les pourparlers de Stockholm avaient conclu en septembre 1986 un ensemble satisfaisant de mesures d'instauration de la confiance et de la sécurité qui visaient à accroître l'ouverture et le degré de prévisibilité de la conduite des affaires militaires. Première entente multilatérale sur la sécurité entre l'Est et l'Ouest depuis 1975, elle fut signée par plus de 35 pays qui participaient à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), et qui représentaient l'Est et l'Ouest, dont le Canada, ainsi que la plupart des pays neutres et non alignés d'Europe. Cette conférence a accompli, entre autres : la réduction des seuils de notification obligatoire à 13 000 hommes ou 300 chars d'assaut, et l'extension à quarante-deux jours de la période de notification; l'obligation d'inviter des observateurs aux activités militaires engageant 17 000 hommes ou plus; et le droit de vérification sur place, sans droit de refus, en vue de s'assurer du respect de l'entente¹⁰. Une autre disposition importante donne le droit aux deux côtés d'exiger des inspections de vérification suivant une notification d'environ quarante-huit heures. De nombreuses vérifications de cette nature ont eu lieu depuis l'entrée en vigueur de l'entente de Stockholm le 1^{er} janvier 1987, en plus des nombreuses inspections effectuées par les deux côtés.(14:16)

Les pourparlers sur les armes conventionnelles entre les pays membres de l'OTAN et les États du Pacte de Varsovie ont débuté à Vienne le 6 mars 1989. L'Ouest visait surtout par ces négociations à réduire la supériorité du Pacte de Varsovie en chars de combat, tubes d'artillerie et véhicules blindés. Au moment de la rédaction du présent rapport, les positions des négociateurs étaient déjà très rapprochées sur la plupart de ces systèmes principaux. Le Tableau 3 (page suivante) compare les propositions des deux côtés. Les pays de l'OTAN exigent que soient détruits les équipements retirés. Les leaders de l'OTAN ont également accepté, le 30 mai 1989, l'exigence de longue date des Soviétiques d'inclure dans les négociations les aéronefs et les soldats. L'OTAN a proposé des réductions de chaque côté, à des plafonds égaux de 15 p. 100 inférieurs aux nombres actuels d'hélicoptères et de tous les aéronefs basés à terre dans la zone qui s'étend de l'océan Atlantique aux monts Oural, tous les équipements retirés devant être détruits. Les États-Unis ont également proposé une réduction de 20 p. 100 du personnel combattant des troupes américaines stationnées en Europe, et un plafond de 275 000 hommes pour les forces terrestres et aériennes américaines et soviétiques stationnées à l'extérieur de leur territoire national respectif, dans la zone entre l'océan Atlantique et les monts Oural. Pour respecter ce plafond, les Soviétiques devraient réduire d'environ 325 000 hommes leurs forces en Europe de l'Est. Les forces retirées des deux côtés seraient démobilisées.

Le plan de l'OTAN prévoit la limitation de tous les types d'aéronefs de combat déployés par l'Ouest et le bloc soviétique. Seraient inclus les intercepteurs défensifs, puisque l'Alliance croit que le bloc soviétique détient l'avantage en ce qui a trait au nombre total d'aéronefs en Europe. Cependant, les pays du Pacte de Varsovie veulent inclure les aéronefs dont la mission est d'attaquer des cibles terrestres, secteur dans lequel les Soviétiques maintiennent que l'Ouest détient l'avantage¹¹. Ce n'est là que l'un des sujets de litige susceptibles de retarder les progrès des pourparlers sur les armements conventionnels, que le Président Bush

¹⁰ *The Stockholm Agreement : An Exercise in Confidence Building*, C.A. Namieniowski, Document de travail n° 14 de l'Institut canadien de la paix et de la sécurité internationale, septembre 1987, p. 1.

¹¹ *Bush Gives Allies Plan for Cutting GI's and Aircraft*, Michael Gordon, The New York Times, 29 mai 1989, p. A1.